

Le post de Trump sur le détroit d'Ormuz : l'aveu d'un échec

Monde

Par Jean-Louis Missika

Publié le 21 mars 2026

Responsable éditorial de La Grande Conversation

Le 14 mars 2026, au seizième jour de la guerre américano-israélienne contre l'Iran, Donald Trump publie sur Truth Social un message qui, au-delà de sa forme chaotique, agit comme un révélateur. Rarement un texte politique aura condensé avec autant de netteté l'écart entre le récit d'une victoire proclamée et la réalité d'un conflit qui échappe à son initiateur. Car ce message ne dit pas seulement l'improvisation ou la confusion. Il expose, presque malgré lui, l'impasse stratégique dans laquelle se trouve désormais Washington : celle d'un affrontement asymétrique où la supériorité militaire classique ne permet ni de contrôler le tempo ni d'atteindre les objectifs politiques.

I

rump y affirme avoir « détruit 100 % de la capacité militaire de l'Iran » avant d'admettre, dans la phrase

suivante, que ce même Iran peut continuer à miner le détroit d'Ormuz, lancer des drones et frapper le trafic maritime « peu importe à quel point il est défait ». Cette contradiction n'est pas un simple défaut rhétorique dont l'auteur est coutumier : elle est la description exacte de la situation. Les États-Unis dominent le champ de bataille conventionnel, mais ils ne contrôlent ni l'espace stratégique ni les effets du conflit.

Le cœur du problème est là. L'Iran ne cherche pas la symétrie. Il ne cherche pas à vaincre la puissance militaire américaine dans un affrontement frontal. Il cherche à déplacer le centre de gravité du conflit vers l'économie mondiale, vers les infrastructures énergétiques du Golfe, vers un goulet d'étranglement maritime dont dépend une part décisive de la prospérité de tous les pays. Et dans ce déplacement, il a déjà pris l'initiative.

Le mot le plus révélateur du message est, à cet égard, « hopefully ». Espérer que la Chine, la France, le Japon, la Corée du Sud ou le Royaume-Uni envoient des navires pour sécuriser le détroit, c'est reconnaître que les États-Unis ne peuvent plus, seuls, garantir ce qu'ils ont longtemps présenté comme l'un des fondements de leur puissance : la liberté des mers. C'est aussi admettre que la coalition nécessaire n'a pas été préparée et qu'elle doit désormais être sollicitée dans l'urgence, après avoir été méprisée et insultée.

Ce basculement rhétorique correspond à un basculement stratégique. L'Iran a choisi une stratégie du faible au fort, fondée sur trois leviers : la dispersion des moyens (drones, mines, missiles), l'exploitation d'un point de passage vital (Ormuz) et une asymétrie de coûts écrasante. Là où chaque interception américaine mobilise des systèmes à plusieurs millions de dollars, chaque attaque iranienne peut coûter quelques milliers. Dans une telle configuration, le temps joue mécaniquement en faveur de Téhéran.

Le détroit d'Ormuz devient ainsi le véritable théâtre du conflit. Non pas un espace parmi d'autres, mais le point où se décide son issue politique. En bloquant — même partiellement — ce passage par lequel transitent environ 20 % des hydrocarbures mondiaux, l'Iran transforme une guerre régionale en choc systémique.

Les conséquences économiques rendent visible ce basculement. La hausse du prix du pétrole n'est pas un effet collatéral : elle est l'arme principale. Les scénarios évoquant un baril entre 150 et 200 dollars ne relèvent plus de la spéculation extrême mais d'une dynamique structurelle, fondée sur trois contraintes : l'impossibilité technique de sécuriser totalement le détroit, l'insuffisance des capacités de substitution et la faible élasticité de la demande à court terme.

Ce triptyque enferme les États-Unis dans une contradiction insoluble. Intensifier la guerre ne garantit pas la réouverture du détroit ; s'en retirer ne supprime pas l'incitation iranienne à maintenir la pression. Dans les deux cas, le levier stratégique reste aux mains de Téhéran.

Les effets de cette situation se propagent bien au-delà du Golfe. En Europe, la hausse des prix de l'énergie, la tension sur les intrants industriels et la désorganisation des routes maritimes créent les conditions d'un choc économique majeur. Dans le domaine agricole, la perturbation des flux d'engrais menace déjà les récoltes à venir, prolongeant la crise bien au-delà de l'horizon militaire immédiat.

Mais c'est sur le plan géopolitique que l'impasse américaine apparaît avec le plus de netteté. La Russie bénéficie directement de la hausse des prix de l'énergie et du relâchement des contraintes qui pèsent sur ses exportations. La Chine observe, apprend et sécurise ses approvisionnements tout en analysant les limites opérationnelles américaines. Les alliés du Golfe, eux, découvrent que la protection américaine,

même efficace tactiquement, ne suffit pas à empêcher les frappes ni à garantir la stabilité stratégique.

Dans le même temps, l'engagement au Moyen-Orient pèse sur d'autres théâtres, en particulier en Ukraine, où les ressources militaires s'épuisent et l'attention politique s'affaiblit. Ce déplacement des priorités mine la cohérence d'ensemble de la stratégie américaine, au moment même où elle devrait être la plus lisible. C'est un adieu à la concentration de la puissance militaire dans le Pacifique pour faire face à la Chine, et un retour aux guerres sans fin au Moyen-Orient.

Ainsi se dessine une configuration paradoxale : militairement, les États-Unis conservent une supériorité écrasante ; stratégiquement, ils perdent l'initiative. Ils frappent plus fort, mais ils ne décident plus du rythme ni des effets du conflit. L'Iran, en contrôlant un point névralgique et en jouant sur les interdépendances globales, impose une forme de contrainte à une puissance pourtant largement supérieure.

C'est cette dissociation que le post de Trump révèle, presque malgré lui. Lorsqu'il affirme que l'Iran est « totalement anéanti » tout en appelant le reste du monde à sécuriser un détroit que les États-Unis ne parviennent pas à rouvrir, il décrit en creux une situation de dépendance stratégique. Lorsqu'il promet de « bombarder » tout en espérant une aide extérieure, il juxtapose deux registres incompatibles : celui de la domination et celui de la supplique.

Derrière ces contradictions se profile une question plus large : que devient un ordre international fondé sur la garantie américaine de la liberté de navigation lorsque cette garantie cesse d'être assurée de manière autonome ? Le détroit d'Ormuz n'est pas seulement un enjeu énergétique ; il est un test de crédibilité.

Et c'est peut-être là que réside la portée la plus profonde de ce moment. Car l'échec, s'il se confirme, ne sera pas celui d'une

opération militaire isolée, mais celui d'un mode d'exercice de la puissance. Une puissance conçue pour des conflits symétriques, pour des victoires décisives, pour des démonstrations de force, et confrontée à un adversaire qui refuse précisément ce terrain et en dessine un autre.

Dans cette configuration, le post de Trump n'est pas un simple message maladroit, écrit sous le coup de la colère. C'est un symptôme. Celui d'un basculement où la première puissance militaire mondiale se découvre dépendante d'alliés qu'elle n'a pas préparés, face à un adversaire qui a choisi le seul espace où cette puissance devient insuffisante.

L'impasse stratégique de Trump tient tout entière dans ce décalage : une guerre gagnée dans ses dimensions conventionnelles, mais perdue dans sa dimension stratégique. Une supériorité militaire sans traduction politique. Et un conflit dont le centre de gravité s'est déplacé là où cette supériorité ne suffit plus — au cœur des flux, des coûts et des vulnérabilités du système mondial.

Ce post ne trahit pas seulement un désarroi et des errements stratégiques. Il marque le moment où la puissance cesse de commander et commence à comprendre dans quel engrenage aux conséquences catastrophiques cette aventure militaire pourrait l'entraîner.